

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 130 - 30 avril 1984

PRIX : 2 Frs



les militaires
règlent la
succession
à leur
manière

(VOIR
SOMMAIRE
AU
VERSO)

DANS CE
NUMERO)

mali-umoa
cameroun
asetf *sénégal*

SOMMAIRE

éditorial

Page 2

- Editorial

GUINEE : LES MILITAIRES REGLENT LA SUCCESSION A LEUR MANIERE

Page 3

- MALI-UMOA : C'est pour juin 1984

Page 4

- CAMEROUN : Biya fidèle à la politique de Ahidjo

Quelques jours après la mort de Sékou Touré, les militaires ont pris le pouvoir en Guinée. A en croire la presse africaine tout comme les médias occidentaux, ce coup d'Etat aurait soulevé une explosion de joie en Guinée même. De nombreuses marches de soutien auraient ainsi été organisées spontanément par les populations. Preuve que si Sékou, à cause de son non à de Gaulle, jouissait encore à l'extérieur de la Guinée, de quelque prestige, ce n'était pas le cas dans son pays, après 26 années de dictature.

Page 6

- CAMEROUN : D'UPC apporte son soutien " critique" au dictateur Biya.

La première mesure prise par les nouveaux maîtres de la Guinée a été la libération des prisonniers politiques ; puis les déclarations ont suivi. Ces messieurs en kaki se proposent de reconnaître et de garantir les libertés individuelles, de respecter les droits de l'homme, en un mot de rétablir la démocratie en Guinée.

Page 7

- A.S.E.T.F : Une position ambiguë

Allons donc ! Quelle sinistre plaisanterie ! Ces militaires, hier encore fidèles collaborateurs de Sékou Touré, ces hommes qui étaient chargés des arrestations, qui faisaient office de gendarmiers des sinistres camps Boiro et autres, osent se présenter en sauveurs, en garants de la démocratie ! Sauveurs ces galonnés parmi lesquels des anciens ministres de Sékou comme Kabassan Keïta, qui peut se targuer d'être démocrate et opposant pour avoir été certes emprisonné par Sékou, mais pour malversation !

Page 8

- MANIFESTATION interdite contre le dictateur Mobutu

Page 9

- MUTILATIONS SEXUELLES : Une pratique barbare à abolir

Si les populations pauvres ont acclamé les militaires au lendemain du coup d'Etat, ce n'était sûrement pas à cause du choix de ces derniers pour l'occident capitaliste ou pour leur option pour "le libéralisme". C'est tout simplement parce que ces travailleurs, ces paysans pauvres pensaient peut-être que les militaires changeront quelque chose dans leurs conditions de vie.

** ** *

A B O N N E M E N T S

FRANCE : 1 an

- Pli ouvert : 24 F

- Pli fermé : 48 F

ETRANGER : Ecrire

au journal

A D R E S S E

DUFFAL - Combat Ouvrier (Pour le PAT)

B.P. 42 - 92114

Glichy Cédex

En bien tous ceux-là courent aux devants de cruelles déceptions. Car les militaires ne seront ni démocrates ni ne garantiront les libertés. Et bien évidemment ils ne veulent ni ne peuvent rien contre l'oppression et l'exploitation des masses. Bien évidemment ils seront impuissants face à la misère et à la corruption. Ils ne pourront qu'instaurer la dictature. Cela s'est vu par exemple au Mali, et dans d'autres pays d'Afrique. Les masses ont acclamé les militaires. Aujourd'hui elles déchantent.

Alors bien sûr, des prisonniers ont été libérés. Des exilés vont revenir au pays. Mais pour combien de temps ? Il n'est pas besoin d'être devin pour dire que d'autres prisonniers remplaceront les libérés ; d'autres exilés prendront les chemins d'Europe ou des pays voisins.

En prenant le pouvoir, les militaires ont donc réglé à leur manière la succession de Sékou Touré. Ces messieurs en kaki en prenant ainsi les devants de la scène politique, entendent écarter l'ombre même du risque que les masses guinéennes interviennent activement dans la vie politique.

La mort de Sékou Touré aurait pu en effet ouvrir une période de lutte entre cliques rivales pour la succession. Dans la

... / ...

333 333
3 3
33 33

perspective d'une telle lutte de succession, les populations auraient peut-être eu la possibilité d'intervenir dans la lutte, prenant parti pour un camp ou un autre. Cela, les militaires, ces acteurs d'hier de la politique guinéenne ne le voulaient pas. Ils ne voulaient surtout pas courir le risque de voir germer dans les esprits, cette idée que les masses pourraient avoir un droit de regard sur ce qui se passe autour d'elles. Alors, ils ont pris les devants, préférant apparaître comme des sauveurs. Mais ils sont prêts à assassiner en tant que sauveurs. Leur passé ne permet pas d'en douter.

Non décidément, croire en ces gens-là c'est ajouter aux chaînes de l'exploitation, celles, meurtrières de l'illusion. En tout cas ici dans l'émigration, certains intellectuels qu'on aurait pu considérer comme suffisamment honnêtes, en sont réduits à l'entretien de ces illusions-là. Est-ce par naïveté ou par crétinisme ? Toujours est-il qu'ils en appellent aux masses guinéennes, pour qu'elles soutiennent, qu'elles fassent confiance à leurs bourreaux d'hier, aux militaires qui ont fait le coup d'Etat.

Les travailleurs et les paysans pauvres de Guinée ne doivent pas faire confiance à tous ces marchands de rêves qui ne cherchent qu'à les endormir pour mieux les utiliser. Les masses guinéennes ont besoin d'être lucides pour se battre. Elles ont besoin d'être conscientes de leur force en tant que classe sociale qui n'a pas besoin de sauveur pour briser les chaînes de l'exploitation et de la dictature. C'est conscientes et organisées que les masses guinéennes pourront non seulement construire leur avenir, mais aussi aider les pauvres des autres pays africains à se défier des "libérateurs" pour se battre consciemment.

*** *** *** *** *** ***

MALI-UMOA

C'EST POUR JUIN 1984

Le ministre malien de l'économie et du plan vient de l'annoncer. L'intégration du Mali dans l'Union Monétaire Ouest-Africaine (UMOA) sera effective le 1er juin 1984. A partir de cette date, la monnaie officielle du Mali sera le franc CFA. Le change se fera à raison de 1 F CFA pour 2 F maliens. C'est le cours actuel.

Pour couper court aux inquiétudes des travailleurs et de l'ensemble des maliens en général, le gouvernement promet de tout mettre en œuvre pour contrôler les stocks et les prix. Il se dit même décidé à sauvegarder le pouvoir d'achat des maliens, notamment par un blocage des prix des produits de première nécessité.

Quoi qu'il en soit, l'inquiétude des populations maliennes est légitime, quant aux conséquences que va provoquer ce changement de monnaie. Connaissant la soi-disant efficacité des galonnés de Bamako, on peut tout craindre pour le niveau de vie des populations.

(0)

CAMEROUN

BIYA FIDELE A LA POLITIQUE DE AHIDJO

Ainsi donc le coup d'Etat, organisé selon les autorités camerounaises par les partisans de l'ancien président Ahidjo et visant à renverser Biya son successeur, a échoué après plusieurs jours de combat à Yaoundé.

Les insurgés dont la plupart ont été arrêtés n'admettaient pas entre autres la décision de Biya de démanteler la garde républicaine qui naguère veillait sur la sécurité de Ahidjo. Les partisans de Biya n'ont pas lésiné sur les moyens employés; ils ont utilisé des avions, des hélicoptères militaires pour écraser les insurgés. Ces derniers appartiennent dans leur majorité à la garde républicaine et à la gendarmerie. Les officiers supérieurs de ces deux unités sont des hommes très proches de Ahidjo et originaires du Nord.

La transition d'Ahidjo à Biya ne s'est pas faite sans heurts, comme s'est faite par exemple celle du Sénégal. Comme Senghor, Ahidjo semblait pourtant dans un premier temps, assez responsable à l'égard des possédants tant français que camerounais pour faire en sorte que sa disparition brutale n'ouvre pas une guerre de succession susceptible de créer des remous et peut-être de déstabiliser le régime et ouvrir la possibilité d'une intervention populaire dans la vie politique.

Ahidjo a préparé son héritier en la personne de Biya en l'associant à l'exercice du pouvoir, tantôt en tant que directeur de cabinet, tantôt en tant que ministre, puis premier ministre. En sorte que Biya avait eu l'occasion d'acquérir la compétence d'un serviteur en chef des possédants. Ces possédants avaient eu le temps de connaître Biya, de l'éprouver. Et pour couronner le tout Ahidjo a pris sur lui la décision de placer son successeur ainsi préparé à la présidence.

Seulement il faut croire que ni Ahidjo ni Biya n'ont été suffisamment responsables pour éviter la compétition. Leur rivalité ouverte a permis à des forces opposées de se cristalliser autour d'eux. Et finalement que cela soit dû au fait qu'Ahidjo, tardivement, a voulu s'accrocher au pouvoir qu'il venait d'abandonner ou au contraire que Biya, trop pressé de renforcer sa position a trop rapidement écarté les hommes dévoués à Ahidjo, toujours est-il que la guerre que la démission de ce dernier devait éviter a tout de même eu lieu.

Peu importe à cet égard que Ahidjo soit réellement l'instigateur du coup d'Etat manqué de la garde républicaine ou pas. En se posant en rival de Biya ou tout simplement en apparaissant comme tel, il a en quelque sorte légitimé tous ceux qui, au sein de la garde républicaine, avaient des raisons d'en vouloir à Biya.

Si Biya l'avait remporté, c'est parce que c'est bien lui qui a obtenu en fin de compte le soutien de l'armée mais aussi parce que c'est également lui qui avait reçu l'aval de l'impérialisme français. Et pour commencer par ce dernier aspect des choses, les différentes sources d'information ont affirmé que les insurgés, lorsque la situation était indécise, ont pris contact avec Guy Penne, responsable aux Affaires Africaines de l'Elysée et se seraient fait sèchement rembarrer. Les milieux dirigeants français n'avaient peut-être pas de raison spéciale de réagir ainsi.

Mais les milieux français avaient des raisons de se méfier de la situation créée par ce putsch.

Biya, de toute façon, leur convenait jusqu'à nouvel ordre. D'abord parce que ces milieux français le connaissaient bien ; ils ont eu l'occasion de l'éprouver et ont confiance en lui. Mais aussi parce que tout le jeu engagé par celui-ci d'apparaître comme un homme de changement sans l'être vraiment, cette tentative de se faire passer pour un démocrate, semblait marcher aux yeux d'au moins une partie de l'opinion camerounaise.

Ainsi donc Biya pouvait se prévaloir d'une capacité de faire illusion, d'une capacité de tromper les masses populaires, en tous cas pour un temps ; mais l'impérialisme ne sait que trop bien s'assurer quelques années voire quelques mois de stabilité dans ce pays pauvre, explosif ; c'est autant de gagné.

Cependant le simple fait que ce coup d'Etat ait eu lieu, qu'il ait eu pour artisans surtout des officiers originaires du Nord, tout comme le fait que cette tentative de coup d'Etat ait été vaincue par l'armée modifie la situation politique dans le pays. D'ores et déjà le régime de Biya accentue son aspect ethnique, régional. Oh Biya n'innove pas ! Ahidjo s'est servi des sentiments ethniques ou régionaux pour asseoir sa dictature ; c'est ce que fait également Biya mais avec une tout autre clientèle.

Au lendemain du coup d'Etat, on a vu le chef d'Etat-major mettre en accusation les nordistes et en écho, en quelque sorte à cet ethnisme gouvernemental, répondait l'ethnisme de la rue car on y a assisté à des incursions d'hommes originaires du Sud dans les quartiers où sont concentrés les gens du Nord. Et à en croire un journaliste de "Jeune Afrique", par crainte d'hostilité, les gens du Nord qui habitaient dans les régions ou villes du Sud commençaient à plier bagage. Il en serait de même pour les originaires du Sud qui avaient élu domicile dans le Nord du pays.

Par ailleurs le rôle joué par l'armée dans l'écrasement de la rébellion accroît évidemment son importance ; elle s'est montrée comme l'arbitre de la situation et Biya lui doit sa place. A force d'être sollicité par le régime civil pour rétablir la paix sociale, l'armée finira par confisquer définitivement le pouvoir.

Alors renforcement de l'ethnisme, renforcement du rôle de l'armée, autant dire que c'est une bien sinistre plaisanterie de parler des espoirs démocratiques à propos de la victoire de Biya.

Eh bien si les milieux intellectuels dits progressistes camerounais ou immigrés continuent à pérorer sur le changement apporté par Biya, ces gens-là sont des imbéciles sans espoir ; ou plus exactement tous ces gens-là sont à l'image de la petite bourgeoisie de nos pays, timorés, peureux, sans ambitions, incapables de créer ; ils sont incapables de s'affirmer démocrates, ni pour eux-mêmes, ni à plus forte raison pour le peuple. Ils sont prêts à suivre un Biya dans sa mascarade démocratique.

*** *** *** ***

CAMEROUN

Quand l'UPC apporte son soutien "critique" au dictateur Biya

L'Union des Populations du Cameroun (UPC) a réitéré son soutien à la politique de Biya après le coup d'Etat manqué fomenté par les éléments de la garde républicaine. Dans les "Cahiers Upécistes" datés de janvier-mars 1984, l'UPC explique cette prise de position : "l'UPC considère en effet que, en limogeant les barons importants du clan Ahidjo, Biya se libère ainsi de la tutelle du clan et de son chef ; et que cela représente un pas en avant vers le changement démocratique". La revue politique du Comité Central de l'UPC, pour plus de clarté, ajoute : "C'est un soutien de principe qui n'appelle aucune contrepartie à priori".

On se souvient que l'UPC qui avait conduit l'insurrection des années 1954-56 a été sauvagement réprimée par la France qui avait alors installé Ahidjo au pouvoir et a été par la suite contrainte à entrer dans la clandestinité ; et les dirigeants - s'ils ne sont pas assassinés - ont pris le chemin de l'exil. Pendant plus d'un quart de siècle, l'UPC passait pour un parti d'opposition radical par rapport au régime. Or voilà que par un spectaculaire revirement elle apporte son soutien à Biya.

Certes Biya est aujourd'hui en conflit avec son prédécesseur Ahidjo pour se maintenir au pouvoir ; mais il a tout de même été pendant 10 ans le bras droit de Ahidjo et l'un des principaux artisans de sa politique répressive à l'égard de l'UPC.

Ainsi, contre Ahidjo les dirigeants de l'UPC ont soutenu Biya lors des "complots" et appelé tous les camerounais "sans exclusive" à former des "Comités d'Action pour le Changement Démocratique" (CACDEM) pour le soutien à Biya ; ceux-ci ont même proposé à Biya de faire campagne pour lui, de ne pas présenter de candidature aux prochaines élections présidentielles si Biya reconnaissait l'UPC et rétablissait le multipartisme. Enfin une délégation upéciste a été envoyée à l'ambassade du Cameroun à Paris pour entamer des négociations mais il y eut une fin de non recevoir.

Biya n'a pas répondu à ces avances. Pour lui, avances ou pas, l'UPC reste une organisation à combattre comme l'avait fait Ahidjo. Pourtant l'UPC reconnaît que parmi les mesures prises par Biya depuis son arrivée au pouvoir, la plupart ne sont pas positives. C'est ainsi qu'elle a eu à dénoncer les découpages administratifs du Nord et du Centre, la non arrestation des barons du Sud responsables de détournements, le refus de Biya d'instaurer le multipartisme etc... Malgré cela elle a soutenu Biya.

Ainsi donc Biya fidèle à la politique de son prédécesseur, n'a pas changé. C'est l'UPC qui a changé. Alors cette organisation a-t-elle décidé de soutenir Biya, de cautionner sa politique comme ses mascarades démocratiques par tactique, par conviction ou pour l'attrait d'une éventuelle mangeoire gouvernementale ? Peu importe la réponse, là n'est pas le véritable problème de fond. Le plus important c'est que l'UPC, avec bien d'autres, ont apporté à Biya une auréole de démocrate, d'homme de changement et qu'ils aident un peu plus Biya à tromper les masses populaires, à tromper les pauvres.

Et sur ce plan-là, même si Biya se paie le luxe de repousser avec dédain les avances de l'UPC, la caution de cette dernière lui serait précieuse précisément parce qu'il s'agit d'un parti qui passe pour avoir toujours combattu le régime de Ahidjo. Alors le soutien de l'UPC n'apparaît-il pas aux yeux des gens comme la preuve que le régime de Biya sera réellement meilleur que celui de Ahidjo ?

Eh bien oui. Car l'UPC il y a un quart de siècle, a eu le courage de prendre la tête des masses révoltées ; mais au travers des gestes comme ce soutien à Biya, il ne fait qu'obscurcir la conscience des masses populaires. Et au fond si l'UPC ne voit aucun inconvénient à s'aligner sur la politique de Biya qui lui-même s'aligne sur la politique de Ahidjo, il n'y a donc politiquement rien qui distingue les uns des autres.

SENEGAL CONFERENCE DES FEMMES TRAVAILLEUSES

Les femmes travailleuses des industries alimentaires ont tenu leur troisième conférence nationale le mois dernier à Dakar. Au cours de la conférence les ouvrières des industries d'alimentation ont dénoncé la politique patronale dont elles sont victimes. Elles ont avancé un certain nombre de revendications telles que :

- la suppression du travail debout dans les entreprises
- l'atténuation des travaux des produits congelés qui exercent une influence néfaste sur les femmes en état de grossesse
- la suppression du travail à la tâche, à la pièce et du travail journalier
- la création des garderies d'enfants.

Elles ont aussi revendiqué le droit d'avoir des femmes élues dans les conseils municipaux ainsi qu'au conseil économique et social.

Les conférencières ont lancé un appel au gouvernement pour qu'il mette un terme à l'intervention des forces de l'ordre lors des conflits du travail pour sauver le patronat dans sa politique de violation de la législation du travail.

Oh bien sûr que les ouvrières conférencières ne doivent pas se faire des illusions quant à la satisfaction de leurs revendications par Abdou Diouf, car il est naturel que ce dernier soutienne les patrons, quelle que soit leur nationalité ou leur couleur, contre les ouvrières en lutte. Oui, nos dirigeants, comme Abdou Diouf sont plus proche des patrons, d'où qu'ils viennent, que des ouvrières, fussent-elles sénégalaises.

Mais si elles veulent obtenir la satisfaction de leurs revendications, elles ne peuvent que compter sur leurs luttes, avec leurs frères de classe, les ouvriers, pour qu'ensemble, ils se battent contre le gouvernement d'Abdou Diouf et ses frères de classe, les patrons.

** ** * * * * *

A S E T F

une position ambiguë

Le journal "Ouest-France" daté du 21 avril a fait un bref compte-rendu d'un débat sur le "drame tchadien" organisé au Mans le 19 avril par l'A.S.E.T.F (Association des Stagiaires et Etudiants Tchadiens en France).

Autour de ce débat, l'ASETF a réuni des étudiants et des représentants des "seigneurs de guerre" Habré et Goukouni. "Pour les étudiants tchadiens de l'ASETF, rapporte Ouest-France, Goukouni et Habré ont montré leur incapacité à gérer la pays : " ils n'ont aucun projet politique ou social à proposer". Soit. En ce qui concerne la position des deux tendances antagonistes, c'est toujours la même volonté de " possession du pouvoir" personnel.

Comme nous le voyons, le seul fait nouveau, c'est l'initiative qu'a prise l'ASETF d'inviter particulièrement les représentants politiques tchadiens. Ce fait

.../...

présenté par Ouest-France comme un " tour de force " a amener ce journal à se demander " qui sait après tout si ce dialogue direct avec les étudiants pour témoins n'aura pas des prolongements politiques plus importants "

En effet qui sait ? Mais en voulant jouer les conciliateurs, l'ASETF rend du coup sa prise de position incompréhensible. Car quel intérêt il y aurait à réconcilier des gens " qui ont montré leur incapacité à gérer le pays " ?

interdiction d'une manifestation contre mobutu

Le 21 avril, les étudiants zaïrois ont voulu profiter du récent voyage du dictateur Mobutu en France pour manifester contre la répression et la torture érigées en méthodes de gouvernement au Zaïre. Une manifestation devait partir de la gare Montparnasse. Mais c'est la veille seulement du jour fixé que les organisateurs ont été informés que la manifestation était interdite.

Les manifestants ne pouvaient donc pas en être informés à temps. Et ils ont commencé à se rassembler. Tels des gangsters, les policiers ont immédiatement encerclé les manifestants, les ont amenés à la police et les ont retenus pendant plus de cinq heures.

Cette interdiction n'est pas la première du genre. Le gouvernement français a déjà empêché à plusieurs reprises des ressortissants africains de dénoncer les régimes dictatoriaux qui leur sont imposés.

Le gouvernement de gauche, en arrivant au pouvoir, a certes levé la mesure d'interdiction prise par Giscard contre les organisations étrangères - notamment africaines - mais il n'a jamais rompu avec la vieille politique africaine de la bourgeoisie française. Comme l'ont fait ses prédécesseurs de droite, le gouvernement PS-PC soutient et défend les régimes dictatoriaux des Bongo, Houphouët, Mobutu et consorts grâce auxquels l'impérialisme maintient sa domination.

Il n'y a donc rien d'étonnant que les représentants de cet impérialisme interdisent que les ressortissants zaïrois manifestent contre un de leurs valets.

ERRATUM

Dans notre précédente édition nous avons écrit, à propos d'un article sur la Guinée : " En 1958, Def-ferre propose sa fameuse loi-cadre." Il fallait plutôt lire : " En 1956 ... "

mutilations sexuelles

UNE PRATIQUE BARBARE A ABOLIR

Un colloque regroupant des représentantes de 20 pays africains s'est tenu à Dakar pour discuter sur les pratiques de mutilations sexuelles dans nos pays.

Ce colloque a été organisé par l'UNICEF, l'OMS et par des ONG (Organisations Non Gouvernementales). Ce n'est pas la première fois que des femmes se regroupent ainsi en Afrique pour parler de ces problèmes et pour essayer d'y trouver une solution.

La première dans ce genre a eu lieu en 1979 à Khartoum, puis il y eut celle de Lusaka.

Chaque délégation a présenté un rapport concernant l'évolution de ces pratiques barbares dans nos pays. Les délégations dénoncent les pratiques de l'excision, de l'infibulation, du mariage forcé, du mariage précoce, du gavage, des tabous, toutes ces pratiques ancestrales qui font de la femme une esclave de son mari.

Elles ont constaté que si dans les villes ces pratiques ont un peu diminué (du fait de la scolarisation, du fait de l'évolution des mentalités, et aussi du fait du refus de certaines femmes) dans les campagnes qui regroupent la majorité de la population, elles sont encore très vivaces. Et dans ces conditions une fille qui veut échapper à ces pratiques n'a pas d'autres solutions que de s'exiler dans les centres urbains ou de se suicider.

Alors que faut-il faire pour changer cette situation révoltante, dégradante pour l'ensemble de la société et plus particulièrement pour les femmes et les jeunes filles qui en sont les victimes ?

Le colloque de Dakar préconise un certain nombre de "recommandations" parmi lesquelles on peut citer :

- Les gouvernements devraient promouvoir une politique nationale claire, appropriée et élaborer une stratégie appropriée pour combattre la pratique de la circoncision féminine en vue de son abolition totale.
- Un programme concret d'éducation doit être entrepris à l'endroit des populations concernées, des praticiens (exciseuses), du personnel de la santé, des notables, des religieux en utilisant les médias tant traditionnels que modernes.
- Une information et une éducation particulière et intensive afin de changer la mentalité des hommes.
- La recherche d'une autre source de revenu pour compenser le

.../...

manque à gagner des personnes vivant de cette pratique.

- La réunion lance un appel à l'OUA pour un soutien moral, technique et matériel.
- Porter le problème de la circoncision féminine à l'attention de la ligue islamique afin de clarifier sa position sur ce sujet.

Voilà donc comment les délégations réunies à Dakar pensent résoudre ce problème.

L'oppression de la femme dont la pratique barbare de la mutilation sexuelle est une des expressions, est quelque chose de profondément ancrée dans la tradition de nos pays. Elle existe depuis des milliers d'années. Et aujourd'hui encore des millions d'hommes et de femmes approuvent ces pratiques.

Et même quand il y en a qui ne les approuvent pas totalement, ils n'osent pas l'avouer tout simplement à cause de la pression exercée par l'ensemble de la société. L'ignorance, les conditions de vie précaires font que toutes ces pratiques persistent tout comme de nombreuses autres pratiques rétrogrades.

Alors, libérer la femme, abolir les mutilations sexuelles, le mariage forcé, etc... cela nécessite qu'on s'attaque à leurs causes c'est à dire à l'ignorance, au sous-développement plus généralement. Et cela passe par un bouleversement profond de nos sociétés.

Pour y parvenir que proposent nos "élites", nos intellectuelles, nos médecins et avocats réunis à Dakars ? Des "recommandations" pour "informer" pour "éduquer", qui même si elles étaient pleines de bonnes intentions ne leur servent qu'à se donner bonne conscience.

Il faut bien sûr éduquer pour combattre l'ignorance. Mais sur qui faut-il compter pour éduquer les populations dans ce sens ? Où trouver les moyens d'une telle éducation large et accessible aux millions de pauvres pour qui l'école est toujours un luxe et où ne peuvent accéder que ceux qui en ont les moyens ?

Les femmes réunies à Dakar ont déjà choisi. Elles veulent "convaincre" nos gouvernements pour qu'ils agissent dans le bon sens. Elles veulent "convaincre" nos féodaux afin qu'ils soient moins réactionnaires ! Et il faut une singulière inconscience ou une bonne dose de cynisme pour proposer aux gouvernements de combattre les mutilations sexuelles ...en offrant une autre source de revenus à ceux qui le pratiquent par profession !

A vrai dire les "recommandations" de ces intellectuelles réunies à Dakar sont aussi hypocrites que révoltantes.

Nos gouvernements ne sont pas capables de vaincre cette barbarie. Ils ne peuvent pas et ne veulent pas non plus. Ils ne peuvent pas car ces pratiques poussent sur la misère et sur la pauvreté. Ils ne veulent pas parce que les forces sur lesquelles ils s'appuient ce sont les forces rétrogrades. Ils sont alliés des féodaux religieux. Et à chaque fois qu'ils en ont l'occasion,

.../...

nos dirigeants ont plutôt tendance à tirer dans le sens inverse du progrès en vantant "les mérites de nos valeurs éternelles".

En Europe occidentale, la bourgeoisie était encore capable, lorsqu'elle était encore une classe montante, de combattre les traditions rétrogrades et certaines pratiques arriérées. Cela a été le cas en France lorsque la bourgeoisie française a détruit le féodalisme par la révolution.

Ce n'est pas le cas chez nous. La bourgeoisie dans nos pays est tellement peureuse qu'elle n'ose même pas critiquer les féodaux réactionnaires ni s'attaquer à l'obscurantisme. Mais à supposer même que certains de nos dirigeants veuillent combattre certaines pratiques révoltantes. Que peuvent-ils faire ? Envoyer un policier derrière chaque famille pour surveiller ce qui s'y passe ? Edicter des lois interdisant telle ou telle chose ?

Il y a certainement des cas où l'intimidation peut servir à quelque chose. Mais pour vaincre l'obscurantisme définitivement et à tous les niveaux de la société, il faudra autre chose. Il faudra élever le niveau de vie de la population, élever son niveau de culture.

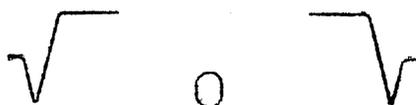
Si justement, même dans les pays arriérés, les pratiques de mutilation sexuelle sont moins fréquentes dans les familles d'universitaires, d'avocats, de médecins ou d'ingénieurs que dans les familles paysannes du fin fond de la brousse, c'est parce que dans ces familles aisées on a accès à un niveau de vie et de culture plus élevé. C'est presque tout naturellement que ces pratiques tendent à diminuer chez elles.

Mais pour que ce niveau de vie et de culture puisse s'élever pour tout le monde plus particulièrement pour les pauvres, faut-il compter sur les bourgeois de chez nous si "éclairés" fussent-ils ? Non la classe bourgeoise ne peut rien amener de bon chez nous pour les pauvres même si elle mettait au pouvoir une équipe de bons intellectuels bien intentionnés et bien civilisés.

Le progrès, l'avenir c'est le prolétariat qui peut le réaliser car il est la seule classe capable de réorganiser la société et d'offrir une perspective meilleure pour l'ensemble des opprimés. C'est la seule classe capable de libérer l'humanité de l'oppression, y compris l'oppression de la femme.

Cela ne veut pas dire que les femmes ne peuvent rien faire pour combattre leur oppression en attendant le renversement complet de la société. Non, elles peuvent se mobiliser, dénoncer, refuser les pratiques barbares. Nous les révolutionnaires socialistes, nous sommes aux côtés de celles qui se battent.

Parce que nous sommes socialistes, nous sommes farouchement contre tout ce qui est dégradant pour un être humain. Mais nous pensons aussi que la seule façon conséquente de combattre réellement cette oppression, la seule façon de libérer la femme c'est de lutter pour libérer l'ensemble de l'humanité en aidant le prolétariat à vaincre.



CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.